

Transition(s), changements profonds, développement durable... les maux nous obligent au-delà des mots

Thierry TATONI

Depuis le sommet de la terre à Rio, les scientifiques du monde entier en ont alerté les dirigeants sur l'érosion de la biodiversité et, à partir du début du XXI^e siècle, le *Millennium Ecosystem Assessment* (MEA) a largement fait état des interrelations entre la biodiversité, les fonctionnements des écosystèmes et le bien-être humain. Parallèlement, le Giec (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) a continuellement rendu compte de l'efficacité du changement climatique, en insistant, au moins depuis une dizaine d'années, sur les interactions avec la biodiversité et les conséquences potentiellement dramatiques sur les populations humaines et les organisations sociales.

En 2019, l'IPBES (Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques) a publié son premier rapport très complet avec tout un lot d'indicateurs scientifiquement validés montrant clairement d'une part que l'érosion de la biodiversité ne cesse de s'aggraver et, d'autre part, que les facteurs directs sont clairement identifiés: la destruction des habitats, les prélèvements, les invasions biologiques, la pollution et le changement climatique. Toutefois, ce rapport mentionne aussi les facteurs indirects qui relèvent tous des activités humaines, des modes de gouvernance et des modèles socio-économiques dominants, avec *in fine* une remise en question profonde des systèmes de valeur et des comportements. Ainsi, le rapport de l'IPBES conclut en précisant que, sans des changements profonds (*transformative changes*), l'érosion de la biodiversité et l'épuisement des ressources ne pourront pas être stoppés, ni même freinés, de sorte que c'est l'avenir de l'humanité, du moins dans sa structuration actuelle, qui peut être interrogé et sans doute malmené.

Les travaux conduits dans le cadre du réseau sur l'empreinte écologique globale (*global footprint network*) montrent que les pays industrialisés consomment plus de ressources naturelles que ce que la planète peut fournir en une année (globalement, il faudrait actuellement 1,7 planète pour satisfaire les besoins de l'humanité, il en faudrait 5 si tout le monde vivait comme les Etats-Unis et 10 si

le modèle planétaire était celui du Qatar...). Des études récentes ont permis à ce réseau de mettre en évidence une forte corrélation positive entre l'indice de développement humain (IDH) et l'empreinte écologique par personne. De plus, il est à peine surprenant de constater qu'aucun État ne se positionne dans une zone caractérisée par de bonnes valeurs de l'IDH et une faible empreinte écologique, alors que c'est à ce niveau que devraient se positionner les pays respectant les critères du développement durable global.

Pour parfaire ce diagnostic général, il est enfin nécessaire de rappeler que ce sont les énergies fossiles et plus particulièrement l'inflation de l'usage des hydrocarbures fossiles qui sont à l'origine de la plupart des maux planétaires. Autrement dit, pour être encore plus synthétique, on pourrait quasiment dire que les énergies fossiles sont la principale cause, voire quasi exclusive, du dérèglement climatique, de l'érosion de la biodiversité et de l'épuisement des ressources.

Face à ces constats, tout un panel de « solutions » a déjà été envisagé, au moins depuis la fin des années 80 avec la proposition de s'inscrire dans un mode de développement « durable », c'est-à-dire intégrant les impératifs écologiques et sociaux dans les objectifs économiques. Cette notion, pourtant indiscutable dans son principe, n'a jamais été véritablement appropriée et encore moins appliquée et ce, malgré l'élaboration des 17 objectifs du développement durable (ODD) par l'Onu (Organisation des nations unies). Ces 17 ODD sont censés donner la feuille de route à tous les dirigeants de ce monde pour que les différentes communautés humaines puissent adopter une autre trajectoire de développement.

Parallèlement, la nécessité de changer de paradigme sociétal se retrouve dans le concept de transition écologique (TE) élaboré par Rob Hopkins en 2010; la TE reposant sur la transition énergétique, l'économie circulaire et la résilience des communautés. Depuis, ce concept de la ou des transition(s) a été largement repris et mis un peu à

toutes les sauces, sans pour autant avoir pris soin de bien définir les points de départ et surtout les points d'arrivée qui devraient apporter du sens à toute forme de processus transitionnel. Cette forme de flou permet à chacun d'y voir seulement ce qu'il veut regarder et à chacun de proposer « ses » solutions.

En suivant cette logique du déni ou du regard subjectif, l'État français a, par exemple, fait évoluer l'Ademe (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) en Agence de la transition écologique en 2020, ou plus récemment (en 2023), a proposé sa fameuse planification écologique mais sans envisager une remise en question des fondements socio-économiques, ni des systèmes de valeurs. On pourrait juste saluer la campagne de communication visant à réduire certains comportements consuméristes, mais cette initiative relativement louable a vite été rattrapée et mise à mal par les logiques du Ministère de l'économie et des finances.

Nous voilà donc au premier quart du XXI^e siècle, avec une masse d'informations scientifiques aussi imposante qu'incontestable sur la finitude des ressources et l'imminence du chaos social qui lui est liée, ainsi qu'avec toute une batterie de grandes et belles idées sur les « solutions » envisageables, ou du moins les changements de cap qu'il faudrait opérer pour espérer adoucir un peu les chocs à venir. Mais, force est de constater, que les grands chantiers du changement profond tardent à se mettre en place et que, dans nombre de pays, ils ne sont même pas à l'ordre du jour...

Ce déni général, qui a fait l'objet d'émissions, de reportages ou de films largement relayés en France et dans le monde entier, interroge forcément, non seulement sur l'état d'esprit (voire l'intelligence...) et les marges de manœuvre des dirigeants, aussi bien politiques qu'économiques, mais aussi sur notre propre conscience (et peut être notre niveau

d'intelligence et de clairvoyance) quand on constate notre incapacité à s'engager dans d'autres voies, ni même, pour la plupart, à envisager de changer nos pratiques et reconsidérer nos habitudes du quotidien...

Pourtant l'invitation au changement n'est pas une nouveauté, ni même un produit du XXI^e siècle car, dès les années 1970, la nécessité d'inventer une autre vie sur les territoires était déjà portée par les premiers Parcs naturels régionaux.

Dans la continuité, depuis le début des années 2000, les différentes productions rendant compte des interdépendances entre le fonctionnement des écosystèmes et le bien-être humain (p.ex. le MEA ou les publications sur la solidarité écologique) ont permis une certaine prise de conscience sur l'efficacité fonctionnelle de la « nature » et ont généré un relatif engouement en direction des solutions fondées sur la nature (NBS). Toutefois, là encore ces réflexions, et les actions qui en ont découlé, souffrent d'une vision trop sectorielle et d'un manque d'intégration globale rendant toutes ces initiatives assez peu efficaces.

En effet, à l'instar de la notion de « One Health » qui devrait faire autorité dans toutes nos approches de santé humaine, il serait urgent de mobiliser LA solution fondée sur la Nature, celle qui s'appuie sur une démarche fondamentalement écologique pour l'ensemble de l'espèce humaine (l'écologie étant prise au sens scientifique du terme, c'est-à-dire l'étude des conditions d'existence du vivant ou encore, pour dire plus simplement, l'étude qui permet de comprendre comment fonctionne notre « maison », c.-à-d.. notre planète) et adopter ainsi un fonctionnement, voire un mode de développement écosystémique en considérant la planète et tous ces « habitants » comme un seul écosystème complexe (*One Ecosystem*).